

Session plénière du 22 septembre juin 2025

## Motion-Lignes Ferroviaires

L'usage du train, mode de transport écologique ne cesse de croître en France.

Pourtant, dans le même temps, le sous-investissement chronique de l'État, depuis de nombreuses années, sur les lignes ferroviaires, dont il est pourtant propriétaire, menace « les petites lignes » du Morvan et du sud de l'Yonne.

Dans le Morvan et le sud de l'Yonne, les dessertes Corbigny-Clamecy, Clamecy-Cravant et Avallon-Cravant sont aujourd'hui en sursis si des investissements rapides et massifs de l'État, aux côtés du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, qui ne peut assumer seul de tels coûts, ne sont pas engagés

La situation est tout aussi alarmante sur la ligne Paris-Nevers-Clermont-Ferrand : retards récurrents, suppressions de trains, pannes à répétition... Pour des milliers d'usagers nivernais, ces dysfonctionnements sont devenus la norme, au point que le seuil de tolérance est désormais dépassé.

Or, au moment où le rail s'impose comme une réponse incontournable aux enjeux de mobilité, de transition écologique et d'aménagement équilibré du territoire, la remise à niveau, le maintien et le développement de ces infrastructures doivent être considérés comme des priorités nationales.

La Nièvre, comme l'ensemble des territoires ruraux, exige un service public du transport ferroviaire fiable, régulier et accessible, tout comme le maintien et le développement du fret ferroviaire, comme en témoignent, depuis plusieurs mois, les mobilisations citoyennes régulières dans notre département et dans les départements voisins.

**Aussi, les élus de la majorité du Conseil départemental demandent une nouvelle fois concrètement au gouvernement :**

- **Pour « les dessertes fines du territoire » du Morvan et du sud de l'Yonne** : que l'État, propriétaire des voies ferrées, et la SNCF prennent pleinement leurs responsabilités en venant en soutien du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, afin que les investissements sur « les petites lignes » (« dessertes fines du territoire »), évalués à près de 500 millions sur l'ensemble de la région, puissent être engagés dès à présent et que les lignes ferroviaires menacées de remplacement par des cars soient maintenues et pérennisées.

- **Pour la ligne Paris-Nevers-Clermont-Ferrand** : que l'État s'engage fermement et dès à présent pour améliorer les conditions de transport des usagers, en attendant l'arrivée des nouvelles rames Oxygène prévue pour 2027. Ils demandent par ailleurs que les investissements sur cette ligne soient poursuivis et amplifiés dans la durée, qu'un calendrier précis et des engagements fermes soient pris, afin de garantir à l'avenir un service fiable, régulier et de qualité